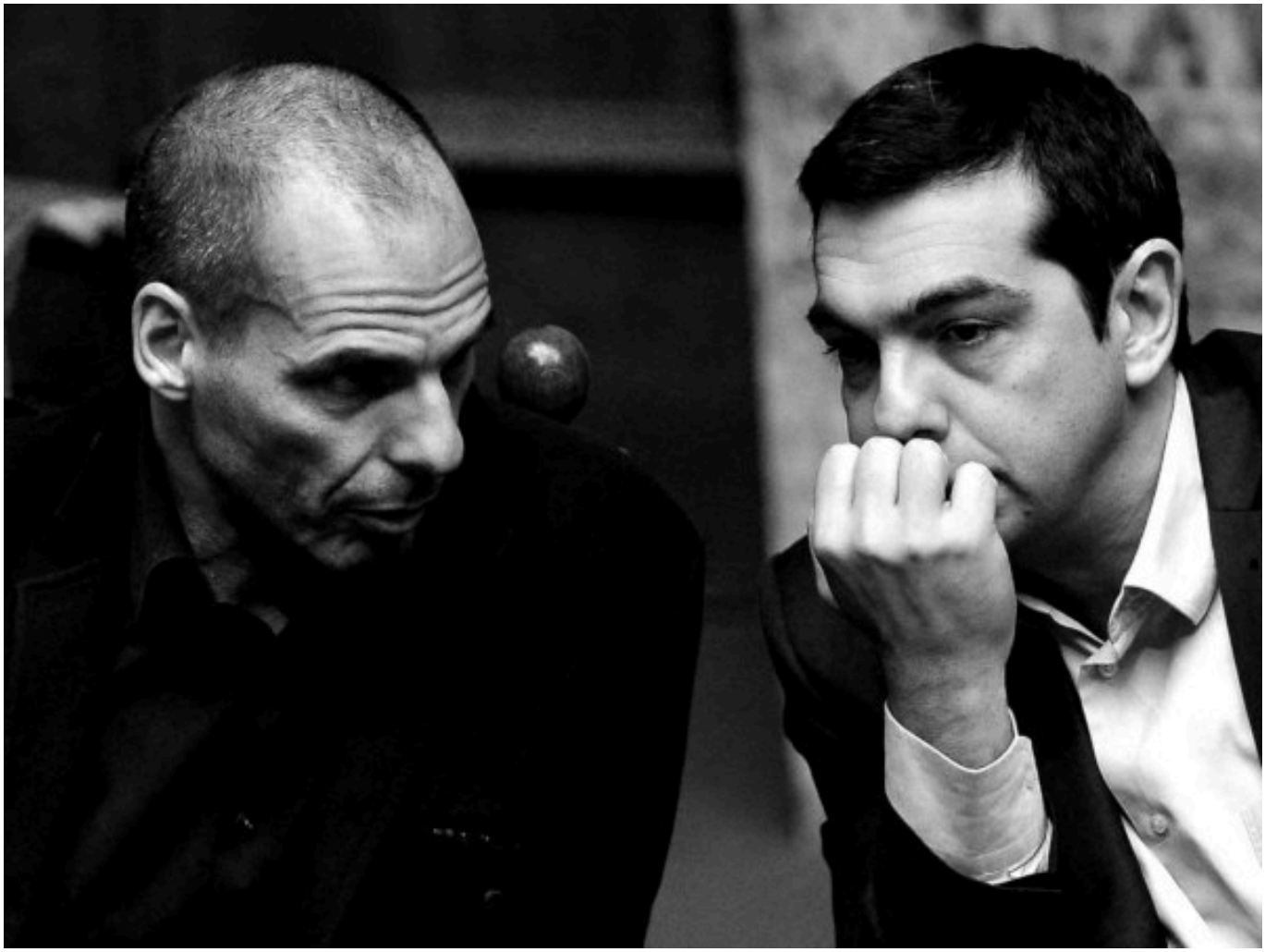
Solutions monétaires pour une Europe en crise (L'ARTICLE !)

Catégorie : Dette / Monnaie et ou argent
Écrit par : Michel Laloux
Affichages : 14185



Version 1.1

Michel Laloux[1]

Dans la nuit du 12 au 13 juillet 2015, la « stratégie du choc »[2] a encore frappé et, cette fois, au niveau de toute l'Europe. Un message violent a été asséné aux peuples d'Europe. Ce message est celui qui est répété inlassablement depuis Margareth Thatcher, et même depuis Bretton Woods : There Is No Alternative (TINA)[3]. Les négociateurs Grecs ont cru pouvoir faire bouger les lignes. Ils pensaient qu'une impulsion populaire forte et une habileté tactique suffiraient. Il aura fallu six mois de négociations pour parvenir à la victoire par K.O., la seule méthode que le monde de la finance connaisse. Maintenant les peuples d'Europe le savent : There Is No Alternative. « Avez-vous enfin compris ? », tel est le message qui résonne après cette longue nuit qui a vu les dirigeants grecs capituler sur tous les points importants alors qu'ils venaient d'obtenir un mandat populaire clair pour n'en accepter aucun. Le paradoxe est

Phoca PDF

tellement énorme qu'il souligne encore plus la puissance de la sphère financière. Il montre aussi que celle-ci est au-dessus des peuples et des parlements. Elle affirme sans ambigüité qu'en dehors d'elle, il n'y a point de salut.

Il y avait quelque chose de pitoyable à voir Alexis Tsipras déclarer : « J'assume la responsabilité pour un texte auquel je ne crois pas ». N'est-ce pas une autre façon de dire TINA ?

Depuis, la plupart des économistes ont exprimé qu'il s'agit là d'un mauvais accord, qu'il ne résoudra pas les problèmes, qu'il les aggravera probablement et qu'à la fin, l'Europe, dans son ensemble, en fera les frais, non seulement du point de vue économique, mais aussi sur le plan de la cohésion. On voit d'ailleurs aussitôt ressurgir les vieux clichés sur l'impérialisme allemand. Comme toujours, on cherche un bouc émissaire. Mais que le discours TINA s'exprime plus fortement par la bouche d'un Allemand, d'un Finlandais ou d'un autre peuple est, en soi, secondaire. De toute façon, il s'exprimera. Et ce sont bien tous les chefs d'États de la zone Euro qui se sont félicités d'être parvenus à un accord. Ils l'ont tous voulu, même Alexis Tsipras. Car tous en étaient arrivés à la même conclusion : There Is No Alternative.

Le pire est qu'ils ont raison. Tant que l'on reste dans le cadre imposé par le système financier, il n'y a pas d'autres possibilités. Ceux qui prétendent le contraire, ceux qui pensent que l'on pourrait prendre telle ou telle mesure, que l'on pourrait tempérer les exigences de la finance, tous ceux-là rêvent comme rêvaient les députés de Syriza lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir. Car ce pouvoir-là sera toujours celui des impuissants qui devront finalement rabaisser leurs prétentions.

Alors, faut-il se lancer dans la fuite en avant, comme le fait le président François Hollande en réclamant un gouvernement de la zone Euro ? À l'en croire (il n'est pas le seul), le problème viendrait d'un déficit de démocratie et de gouvernance démocratique. N'est-on pas en plein surréalisme ? Voilà un président qui a dû lui-même capituler devant la logique financière et qui prétend que l'on ferait mieux si l'on essayait à l'étage au-dessus ! Si les fondations d'un édifice sont inappropriées au terrain et que survient un choc sismique, on peut chercher refuge dans les étages supérieurs. On ne fera que tomber de plus haut !

Mettons-nous en face de la réalité : le problème ne sera jamais réglé par le seul jeu démocratique, si l'on ne résout pas simultanément celui de la finance. Le gouvernement grec vient d'en donner un nouvel exemple. Il avait toutes les cartes démocratiques en main et il a perdu.

Mais quel est le problème posé par la finance ? Il est d'une simplicité étonnante. Il ne se présente pas en termes d'équations complexes ou de courbes sophistiquées. La sphère financière pose problème parce que nous avons besoin d'elle. Nous ne savons pas faire sans elle. Que nous tentions d'aller à son encontre, de prendre des mesures qui la contrecarrent, elle nous dit : « Très bien, allez-y ! Mais les capitaux vont s'enfuir. Vous n'en aurez plus. Et quand vous en réclamerez, ils reviendront, mais à un taux plus élevé et avec des conditions

Phoca PDF

plus difficiles à tenir. ». Ce discours est invariant et suffit à remettre au pas n'importe quel chef de gouvernement.

La question qui se pose donc est la suivante : n'y aurait-il pas une autre façon de financer l'activité économique ? Sera-t-on toujours dépendants des capitaux accumulés ? Pour répondre à cette question, il convient d'observer que ces capitaux résultent d'actes passés, qu'ils proviennent de l'épargne ou de la spéculation. Au moment où ils viennent s'investir dans un nouveau projet, ils n'apportent aucune garantie quant à la réussite de celui-ci. Ils peuvent tout aussi bien être engloutis si l'entreprise tombe en faillite. En ce sens, ils n'offrent rien de plus que des fonds qui proviendraient d'une création monétaire, comme cela se produit lors d'un prêt bancaire. Dans ce dernier cas, si l'entreprise se développe, le prêt est remboursé après quelques temps et la dépendance de l'emprunteur vis-à-vis du prêteur s'éteint d'elle-même, ce qui n'est pas le cas avec le capital d'entreprise qui demeure la propriété des investisseurs. Par essence, les capitaux résultant d'une accumulation n'apportent rien que le prêt bancaire ne puisse faire. Par contre, ils possèdent un pouvoir de coercition contre lequel tout autre pouvoir se révèle impuissant.

Prendre en compte ce fait nous conduit à une toute nouvelle approche du système bancaire et de la monnaie. Les capitaux provenant de l'épargne et de la spéculation créent une dépendance envers le passé. Nous devrions nous tourner vers ce que j'appelle *une monnaie orientée futur* pour tout ce qui concerne le financement de l'économie que ce soit celui des entreprises ou celui de l'État. Cela suppose une redéfinition des fonctions de la banque.

En tout premier lieu, une séparation entre les dépôts et les virements, d'une part ; les financements, d'autre part. Les premiers correspondent à la circulation monétaire courante que l'on peut nommer la Monnaie de Consommation et qui serait gérée par les Banques de Monnaie de Consommation. Les deuxièmes représentent la Monnaie de Financement et l'on peut appeler Instituts de Financement les institutions qui gèreraient ce deuxième circuit. Les règles qui détermineraient le fonctionnement de ces deux types d'institutions découleraient de la nature même de chacune de ces circulations.

Au fond, il s'agirait d'aller beaucoup plus loin que le fameux Glass-Steagle Act de 1933[4], que l'on a exhumé lors de la crise des subprimes et que l'on s'est empressé d'enterrer à nouveau. Pourtant le problème demeure et la crise grecque vient nous le rappeler. Les questions qu'elle pose sont beaucoup plus fondamentales que ne se l'imagine la pensée courante. Nous n'avons pas su les aborder de face en 2008 ; elles réapparaissent, sous une autre forme, dans le psychodrame européen actuel. Elles le feront encore et toujours dans d'autres crises qui se profilent déjà.

Nous n'avons pas d'autres choix que de mettre à plat notre conception ancienne de la monnaie et d'en édifier une nouvelle qui découle de ce que nous enseignent les évènements eux-mêmes, si l'on veut bien les écouter. A titre d'exemple, prenons la situation des banques grecques. Il est prévu de les recapitaliser pour un montant de 25 milliards d'Euros qui seront prêtés à la Grèce, avec des intérêts à payer qui viendront encore alourdir le budget de ce pays.

Phoca PDF

Ces 25 milliards sont débloqués pour éviter la faillite des banques. Ils devraient permettre que ces établissements restaurent la confiance des déposants et évitent les retraits massifs et la fuite des capitaux. Ils ont aussi pour but que les banques fassent des prêts aux entreprises et aux particuliers, facilitant ainsi un redémarrage de l'économie grecque.

Examinons ces deux points à partir d'une conception nouvelle de la monnaie :

1. Concernant le financement de l'économie réelle, nous avons vu qu'il devrait se faire sur la base d'une *monnaie orientée futur,* c'est-à-dire avec une création monétaire à 100 % faite par les Instituts de Financement dont nous avons parlé[5]. Ce sont les qualités des projets des entreprises grecques qui font que les prêts seront remboursés. Si le personnel des Instituts de Financement évalue correctement la faisabilité de ces projets, le maximum de défauts de remboursements des entreprises travaillant dans l'économie réelle devrait être inférieur à 5 %. Autrement dit, le solde des prêts qui fonctionnent est largement excédentaire. Mais, pour que l'ensemble de la monnaie soit en équilibre, toute création monétaire par le prêt doit être suivie d'une destruction monétaire laquelle a lieu au moment du remboursement de ce prêt. Il faut donc prévoir la destruction des prêts qui ne seraient pas remboursés par les entreprises grecques. Si le taux de remboursement est supérieur à 95 %, une mutualisation est possible et une technique d'assurance permettrait que les Instituts de Financement recouvrent la totalité de leurs prêts.

Du point de vue de l'économie réelle, il est donc possible de mettre au point de nouvelles méthodes bancaires permettant le redémarrage de l'économie grecque. Il n'est pas nécessaire de faire appel à un financement européen et d'y impliquer l'État grec qui a déjà assez à faire pour ne pas se charger davantage avec ces 25 milliards. Le rôle du gouvernement grec pourrait se limiter à favoriser la naissance de tels Instituts de Financement soit en permettant à des acteurs de la société civile de les créer, soit en réquisitionnant une partie des banques existantes et en leur demandant de fonder des instituts indépendants. Dans les deux cas, ces nouveaux établissements devraient avoir un statut de service public que nous ne détaillerons pas ici.

2. Concernant les retraits massifs de capitaux, il conviendrait, là-aussi, de revisiter notre conception de la Monnaie de Consommation. Il me faudrait beaucoup plus qu'un article pour examiner les différents aspects de la question. Pour illustrer l'un d'entre eux, revenons en Grèce, dans une situation concrète et bien actuelle. Prenons le cas de madame Alpha ou de monsieur Lambda. Ils ont travaillé tout le mois de juin et ont reçu chacun un salaire de 1.000 € qui ont été virés sur leurs comptes, le dernier jour du mois. À compter du 1er juillet, la banque reste fermée et ils ne peuvent retirer que 60 € au distributeur. Ils entendent des discussions vives, dans la rue. Certains prétendent que la banque n'aurait plus d'argent. Mais comment est-ce possible, se disent-ils ? Le virement est bien arrivé. L'argent est sur mon compte. Comment la banque ne l'aurait-

Phoca PDF

elle plus ?

Un lecteur averti sourira d'une telle naïveté. Pourtant, il y a plus de bon sens qu'on ne le pense dans cette réaction de Mme. Alpha et de Mr. Lambda. Elle contient même la solution d'un des problèmes majeurs du système bancaire. On s'en est approché au moment de la crise des subprimes, lorsque l'on a reparlé du Glass-Steagall Act évoqué plus haut. Mais même au niveau de la recherche, le fond du problème n'a pas été, à ma connaissance, suffisamment abordé. Car si la banque de Mme. Alpha et de Mr. Lambda ne s'occupait que de la gestion des dépôts et des virements, elle ne pourrait pas être dans la situation actuelle des banques grecques. Elle serait une simple chambre d'enregistrement des entrées et des sorties sur les comptes des déposants. Autrement dit, elle ne s'occuperait que de l'argent que l'on utilise tous les jours et que j'appelle la Monnaie de Consommation. On éliminerait ainsi toute possibilité de Bank run. En effet, si une Banque de Monnaie de Consommation venait à cesser son activité ou même à faire faillite, les comptes des déposants seraient transférés dans un autre établissement, exactement comme dans le cas d'une entreprise qui change d'expert-comptable. Sa comptabilité passe d'un cabinet à l'autre, sans que les comptes en soient affectés.

En partant de faits simples, nous en arrivons à voir la fonction de la monnaie dans ce qu'elle devrait être par essence : une comptabilité. Elle donne un reflet de ce qui se passe dans l'économie réelle, lorsque l'on produit, vend et achète. Sitôt qu'elle va au-delà de ce rôle (lorsqu'elle entre dans la sphère de la spéculation), elle devient elle-même marchandise, au lieu de se limiter à n'être qu'instrument de mesure. En quelque sorte, elle devient juge et partie. Elle perd sa neutralité et est soumise à des variations, comme un mètre qui serait influencé dans sa longueur selon qu'il mesure un tissu, du bois ou du métal.

Mais que comptabilise la monnaie ? Elle comptabilise des droits à consommer. Que j'utilise un billet ou une carte bancaire pour payer un achat, le vendeur et moi sommes inscrits dans un ensemble de règles et de conventions liées à l'unité de compte que nous utilisons, l'Euro par exemple. Nous sommes donc dans le domaine du droit.

Si l'on saisissait ainsi la nature de la monnaie, en tant que droit à consommer, on réaliserait que la question de la sortie de la Grèce de la zone Euro est une question qui a été mal posée. De même que la Grèce, en tant que membre de l'Union Européenne, a droit à la libre circulation des marchandises, de même elle a droit à l'utilisation de l'Euro en tant qu'unité de compte. La Grèce a-t-elle fabriqué de la fausse monnaie ? A-t-elle triché avec les règles de l'Euro, en tant que Monnaie de Consommation ? Non ! Les problèmes économiques et financiers viennent d'une autre circulation monétaire, celle qui a affaire avec le financement de l'activité économique. Or les deux circulations, celle de la Monnaie de Consommation et celle de la Monnaie de Financement sont toujours ramenées à une seule. C'est bien visible dans le système bancaire et c'est ce qui cause la désorganisation d'une économie, notamment celle de la Grèce. Cette circulation unique influence la façon dont la crise grecque est abordée au

Phoca PDF

niveau des pays de la zone Euro. La dette grecque a affaire avec la Monnaie de Financement. La question devrait être traitée pour elle-même. La lier à l'appartenance à la zone Euro est un non-sens monétaire dû au fait que la monnaie n'est pas considérée comme une unité de mesure, c'est-à-dire comme relevant du domaine du droit[6].

Si l'État Grec fait défaut sur sa dette, cela ne doit pas empêcher de comptabiliser en Euros les achats de Mme Alpha. Si cette comptabilisation se fait dans le respect des règles, il n'en résultera aucun dommage pour la zone Euro. Bien au contraire, il est dans l'intérêt des entreprises appartenant à cette zone de pouvoir continuer à commercer avec les entreprises grecques, dans de bonnes conditions. En réalité, la zone Euro n'aurait aucun intérêt à un Grexit. Elle aurait tout à y perdre.

Alors comment en sortir ? Plutôt que d'endetter la Grèce avec la recapitalisation de ses banques, les pays européens auraient meilleur temps d'aider le gouvernement grec à mettre en place des Banques de Monnaies de Consommation ayant un statut de service public. L'opération pourrait se faire par reconversion d'une partie de l'infrastructure bancaire existante en unités autonomes, sans but lucratif. Leur comptabilité relative à leurs propres dépenses et recettes serait totalement séparée de celle des comptes des déposants. J'en décris le fonctionnement en détail dans mon livre *Dépolluer l'économie*[7].

D'autres mesures concerneraient le statut des bénéfices des entreprises et les loyers. Elles sont décrites dans la vidéo *4 mesures pour sauver la Grèce*[8]. Chacune suppose de revisiter la conception que l'on a de ces notions.

Dans cet article, j'ai voulu attirer l'attention sur une méthode d'approche de la question posée par la situation grecque. Le problème est de nature systémique et se révèle très profond. En réalité, il touche l'ensemble des pays du monde, notamment ceux de la zone Euro. L'aborder par une réflexion systémique consisterait à dire : la monnaie commune est en difficultés. Est-ce le mot *commune* qui est le problème, comme beaucoup le croient, ou bien est-ce le mot *monnaie ?*

---

[1] Michel Laloux est économiste et philosophe de l'éducation. Ses recherches portent sur de nouvelles formes sociales dans lesquelles la société civile joue un rôle central. Il a publié, entre autres, *La* Démocratie Évolutive, Éditions Yves Michel et *Dépolluer l'économie* (cf. note 5).

[2] L'expression est de Naomi Klein. Voir son livre *La stratégie du choc, Edition Leméac/Actes Sud,*

[3] Il n'y a pas d'alternative.

Phoca PDF

[4] Aux Etats-Unis, le Banking Act de 1933, connu sous le nom de *Glass-Steagall Act* imposait, notamment, une séparation entre les métiers de banque de dépôts et de banque d'investissements. Peur respecté, surtout à partir de 1970, il a été abrogé en 1999, sous la présidence de Bill Clinton.

[5] Notons que, selon les accords de Bâle III, les banques traditionnelles vont de toute façon jusqu'à créer 90 % de la monnaie qu'elles prêtent.

[6] C'est cette confusion sur la nature de la monnaie qui fait que plusieurs économistes pensent que la Grèce aurait intérêt à sortir de la zone Euro. Selon eux, elle aurait alors la possibilité d'utiliser la dévaluation comme variable d'ajustement des déséquilibres de son économie. Un tel raisonnement est analogue à celui qui consisterait à dire que pour remédier au réchauffement de la planète, il suffirait de modifier les thermomètres. Il semble que l'on n'ait pas tiré toutes les leçons de l'échec de Bretton Woods.

[7] Michel Laloux, Dépolluer l'économie – Tome 1 : Révolution dans la monnaie, Démocratie Évolutive 2014.

[8] *4 mesures pour sauver la Grèce,* http://youtu.be/-kwXy5rLMuo.

Phoca PDF